Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.com

DEMAIN 9 DÉCEMBRE, JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le temps de l'action

La Journée internationale contre la corruption arrive le 9 décembre ! C'est pour demain mardi, 11e édition du genre. Si un peu partout dans le monde, la célébration sera effective avec une forte implication de la société civile, en Algérie, à l'image des années précédentes, le pouvoir n'autorisera aucune activité des associations, et ne fera rien lui-même.

A cette occasion, l'appel des Nations unies à travers son agence contre le crime et la drogue (Unodc, dont le siège est à Vienne en Autriche) — agence chargée de la surveillance de la mise en application de la convention des Nations unies de 2003 contre la corruption (convention ratifiée par l'Algérie en 2004) — se veut optimiste : «Les gouvernements, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les médias et les citoyens du monde entier se réuniront pour combattre ce crime qui compromet le développement social et économique de toutes les sociétés.» Et d'ajouter qu'aucun pays, aucune région, ni aucune communauté n'est à l'abri. «Rompez la chaîne de la corruption !» : c'est le mot d'ordre de la nouvelle campagne de 2014 développée par Unodc et le Pnud (Programme des Nations unies pour le développement), campagne axée sur la façon dont la corruption affecte l'éducation, la santé, la justice, la démocratie, la prospérité et le développement. Pour rappel, la campagne de 2013 avait été placée sous le signe «Zéro corruption — 100% développement» — et visait à illustrer comment la corruption entrave les efforts de réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui ont été convenus au niveau international.

Mais comment rompre la chaîne de la corruption ?

Selon les Nations unies, la lutte contre la corruption concerne les sociétés à travers le monde car la corruption touche les pays riches autant que les pays pauvres, et les preuves montrent que ce sont les personnes les plus vulnérables qui en pâtissent le plus. La corruption contribue à l'instabilité et la pauvreté, et constitue un facteur dominant de conduite vers l'échec de l'Etat des pays fragiles. Les gouvernements, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les médias et les citoyens du monde entier unissent leurs forces pour lutter contre ce crime.

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (Onudc) sont à l'avant-garde de ces efforts,

même si bon nombre de pays qui ont ratifié la convention des Nations unies contre la corruption ne font pas de grands efforts pour la mettre en œuvre. Pour l'Unodc, la campagne internationale conjointe de 2014 se concentre sur la façon dont la corruption sape la démocratie et la primauté du droit, entraîne des violations des droits de l'homme, fausse les marchés, érode la qualité de vie et permet la criminalité organisée, le terrorisme et d'autres menaces à la sécurité humaine de s'épanouir.

Que pouvez-vous faire ?

On pense souvent que la corruption «fait partie des mœurs». Or, chaque société, chaque secteur et chaque individu aurait tout à gagner en disant «non» à ce crime. Les quelques exemples ci-après — répertoriés par l'Unodc — illustrent comment dire «non» à la corruption.

· Ratifier et incorporer la convention des Nations unies contre la corruption. Les pays qui s'attaquent avec succès à la corruption voient leur légitimité considérablement renforcée aux yeux de leur population, ce qui instaure stabilité et confiance.

· Savoir ce que la convention exige de votre Etat et de ses fonctionnaires. L'éradication de la corruption permet à un pays de se développer socialement et économiquement. Informer le public de l'obligation qui incombe à l'Etat d'être exempt de corruption. Une justice égale et équitable pour tous est cruciale pour la stabilité et la croissance d'un pays. Elle contribue également à lutter efficacement contre la criminalité.

· Attirer l'attention du public, des médias et des pouvoirs publics sur le coût de la corruption pour les services essentiels, tels que la santé et l'éducation. Lorsque les services de base fonctionnent, toute la société y gagne.

· Apprendre aux jeunes de votre pays ce qu'est un comportement éthique, ce qu'est la corruption et comment la combattre, et les encourager à revendiquer le droit à l'éducation. Élever les futures générations de citoyens dans l'idée que les pays doivent être exempts de corruption est un des moyens les plus efficaces de leur garantir un avenir meilleur.

· Signaler les cas de corruption. Il faut créer un environnement dans lequel prévaut l'État de droit.

· Refuser de participer à toute activité qui ne soit ni légale ni transparente. Accroître les investissements tant nationaux qu'étrangers. Tout le monde préfère investir dans un pays dont on voit que les fonds ne disparaissent pas dans les poches de fonctionnaires corrompus.

· Favoriser la stabilité économique en pratiquant la tolérance zéro vis-à-vis de la corruption. Un milieu d'affaires transparent et ouvert est la pierre angulaire d'une démocratie solide.

Il est indispensable de briser le silence que veulent imposer les pouvoirs publics qui ne font rien pour célébrer cette journée, mais qui font tout pour empêcher la société civile de le faire !

Djilali Hadjadj

Rappeler de quoi on parle

La corruption est définie comme «l'abus du pouvoir qui vous est confié à des fins personnelles». L'abus peut être perpétré par une personne ayant un pouvoir de prise de décisions dans le secteur public ou privé, mais il peut provenir d'une personne qui essaie d'influencer le processus de prise de décisions ou être encouragé par une telle personne. Il n'est pas nécessaire d'avoir une définition juridique de la corruption pour établir un cadre et un système juridique national efficace pour prévenir et sanctionner la corruption. La corruption est une manifestation de faiblesses institutionnelles, de faibles normes déontologiques, de mesures incitatives faussées et de services de détection et de répression insuffisants.

Les actes de corruption engendrent des avantages illicites pour une personne ou un petit groupe en leur permettant de contourner les règles conçues pour assurer l'impartialité et l'efficience. Cela entraîne des résultats injustes, inefficaces et du gaspillage.

Le petit groupe qui enfreint les règlements reçoit des récompenses illicites au détriment de la communauté dans son ensemble. Il existe aussi des perdants individuels comme ceux à qui l'on extorque des paiements, ceux qui se trouvent dépourvus de droits parce qu'ils ne peuvent pas verser de tels paiements, et ceux qui perdent des appels d'offres pour la fourniture de produits et services parce que des pots-de-vin ont été versés par des homologues moins scrupuleux.

Détournement de fonds, appropriation ou autre transfert illicite de biens

La corruption inclut une vaste gamme d'infractions, depuis le détournement de fonds publics à un haut niveau jusqu'à la petite corruption des agents de la circulation ou des agents qui vendent des permis. Elle désigne des activités tant nationales que transfrontalières. Elle peut survenir dans le secteur public ou le secteur privé. Elle peut prendre la forme de pots-de-vin versés à des agents publics, de haut ou de bas niveaux, nationaux ou étrangers. Cela peut aussi impliquer des pots-de-vin versés à des employés du secteur privé. La corruption peut encore prendre la forme de détournement de fonds, d'appropriation ou autre transfert illicite de biens par un agent public ou par un employé du secteur privé. En plus de ces infractions, la corruption comprend aussi le népotisme et le favoritisme dans le recrutement et la promotion dans le secteur public, bien que ces concepts ne soient pas juridiques. Un tel comportement est généralement couvert par les dispositions du droit administratif sur le recrutement et la promotion plutôt que par le droit pénal. Il existe d'autres infractions liées directement ou indirectement à la corruption, y compris le blanchiment des produits de la corruption – un élément- clé de l'équation de la corruption – ainsi que l'aide à la corruption et l'entrave à la justice.

Mauvaise affectation des ressources publiques

Les effets néfastes de la corruption se font sentir de différentes manières sur les sociétés. Comme indiqué dans le préambule de la Convention de l'ONU, la corruption constitue une forte menace «à la stabilité et à la sécurité des sociétés en sapant les institutions et les valeurs démocratiques, les valeurs éthiques et la justice, et en compromettant le développement durable et l'Etat de droit». Lorsque la corruption est très répandue dans un pays, son impact néfaste est ressenti de façon distincte á travers toutes les sphères sociales, depuis les hommes d'affaires jusqu'aux enseignants en passant par les patients dans les hôpitaux. La corruption engendre la pauvreté et crée des obstacles pour la surmonter.

La corruption touche avant tout les pauvres, qui représentent la population la plus vulnérable. Et plus précisément, généralement ce sont les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes atteintes d'une maladie chronique qui sont les plus touchés. Ne disposant pas de ressources, ils ont tout simplement moins de choix lorsqu'ils sont confrontés à des obstacles pour accéder aux services publics essentiels et autres. Ils ont aussi tendance à être les plus touchés par la mauvaise affectation des ressources publiques et le ralentissement du développement économique qui en résulte.

Les programmes de lutte contre la pauvreté subissent aussi les répercussions négatives de la corruption et leur efficacité s'en voit affectée. Agir contre la corruption, rompre la chaîne de ce fléau dévastateur, c'est contribuer à une meilleure répartition des richesses et à faire reculer la pauvreté.

D. H.

Si nous agissons, la corruption peut reculer !

Les gens pensent souvent qu'ils sont à la merci de la corruption et que celle-ci n'est qu'un «mode de vie».

Cependant, toutes les sociétés, tous les secteurs et tous les citoyens bénéficieraient de rompre la chaîne de la corruption dans leur vie quotidienne.

L'Unodc a publié un document qui montre comment chacun peut agir pour lutter contre la corruption : dirigeants politiques, fonctionnaires, associations, syndicats, médias, secteur privé, etc. 5 secteurs sont ciblés en priorité : justice, éducation, développement, eau, environnement.

Voici un lien où sont énumérées différentes pistes pour l'action au quotidien. http://www.anticorruptionday.org/documents/actagainstcorruption/print/materials2014/call2action/corr14_call2action_A4_FR.pdf

DES MOTS POUR LE DIRE

«...Extirper la criminalité et la corruption...»

«Nous devons améliorer la prestation des services à la population. Nous devons, à titre de fonctionnaires, améliorer notre attitude à l'égard des citoyens. Ensemble, nous devons redoubler nos efforts pour extirper la criminalité et la corruption et pour créer des emplois.»

Nelson Mandela, dans un discours à l'occasion de la Journée de la liberté, le 27 avril 1999

...«Ne les aidons pas à se cacher»

«Faisons en sorte que les personnes corrompues restituent ce qu'elles ont obtenu par la corruption et qu'elles rendent ces biens à leurs véritables propriétaires. Cela ferait de la corruption une affaire risquée. Il faut criminaliser la corruption pour que là où elles aillent, les personnes corrompues puissent toujours être appréhendées, mises en accusation et remises entre les mains de la justice. Ne les aidons pas à se cacher. Faisons en sorte que les banques et les gouvernements qui conservent et protègent des biens volés ouvrent leurs chambres fortes. C'est de l'argent sale, qui laisse les enfants mourir dans les hôpitaux, faute de médicaments, qui fait que l'infrastructure s'écroule et que l'eau est impropre à la consommation humaine.»

Wangari Maathai, lauréate du prix Nobel de la Paix, lors de la 9e Conférence internationale sur la lutte contre la corruption, Durban, Afrique du Sud, 1999